

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 22 AOUT 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 37 81
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur;*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2007 autorisant la société CHAUT à exploiter un centre de transit et de tri de déchets industriels banals et de métaux ferreux et non ferreux situé ZAC Les Vernailles à SAINT-GEORGES-DE-RENEINS ;

VU la déclaration en date du 11 avril 2011 effectuée par la société CHAUT au titre des rubriques de la nomenclature n^{os} 2713, 2714, 2716, 2718 et 2791 consécutivement à la modification de la nomenclature des installations classées intervenue par décret du 13 avril 2010 ;

VU la déclaration de changement d'exploitant effectuée le 25 janvier 2012 par la société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES pour le site de SAINT-GEORGES-DE-RENEINS et le récépissé correspondant délivré à l'exploitant ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 30 juin 2014 en application des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 30 juin 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la déclaration du 11 avril 2011 susvisée a fait apparaître que des modifications ont été apportées aux activités du site de SAINT GEORGES-DE-RENEINS exploité par la société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES - RDS NORD à savoir :

- augmentation de la surface de l'installation de récupération de métaux (rubrique 2713), portée à 6000 m²,

../..

- augmentation de la quantités de déchets non dangereux traités (rubrique 2791) portée à 60 t/j,
- exploitation d'une nouvelle installation de transit de déchets verts (rubrique 2716) pour un volume de 230 m³,
- exploitation d'une nouvelle installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (rubrique 2718) pour un volume de 4,5 t ;

CONSIDERANT que ces modifications n'ont pas fait l'objet de la déclaration réglementaire, et que, par conséquent, la société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES ne respecte pas les dispositions prévues à l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter la société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES à se conformer aux dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement en présentant un dossier de modifications ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES - RDS NORD, ZAC Les Vernailles à SAINT-GEORGES-DE-RENEINS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement, dans un délai de *trois mois* à compter de la notification du présent arrêté.

A cet effet, l'exploitant devra fournir un dossier de modifications comportant tous les éléments d'appréciation nécessaires, et en particulier, une actualisation de l'étude d'impact et de l'étude de dangers du dossier d'autorisation initial ainsi que des plans des limites de l'exploitation et des aménagements actuels.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GEORGES-DE-RENEINS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 22 AOUT 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DAVID

